

Journal d'Agriculture

ET

TRANSACTIONS

DE LA

SOCIÉTÉ D'AGRICULTURE DU BAS-CANADA.

MONTREAL, MARS, 1850.

Savoir et pouvoir sont synonymes, à ce qu'on nous dit constamment, et à ce que nous croyons; mais pour les agriculteurs, il y a une sorte d'instruction plus nécessaire que ce qu'on entend quand on dit que savoir est pouvoir, ou connaissance puissance. Le savoir enseigné dans les écoles peut être pouvoir jusqu'au point où il va, mais il ne donnera pas au fermier le pouvoir qui lui est le plus nécessaire pour être en état de cultiver et de conduire sa ferme de la meilleure manière et pour son plus grand avantage. Un savoir utile est celui dont le cultivateur a besoin, et ce savoir doit comprendre toutes les connaissances nécessaires pour le mettre parfaitement au fait de sa profession, et pour le rendre capable de s'acquitter dignement des emplois que le gouvernement ou le pays pourrait lui confier. C'est là l'instruction qui donnerait à l'agriculteur de la puissance, et celle à laquelle il a droit, s'il est taxé et paic pour l'avoir. De quel prix, nous le demanderons, ne seraient pas pour le pays une douzaine de jeunes gens sortant de l'école bien instruits, et bien versés dans la théorie et la pratique de l'agriculture, qui s'établiraient sur des terres à la campagne, pour donner l'exemple à tous ceux qui les entoureraient, comparés à une douzaine de jeunes gens instruits pour ce qu'on appelle les "professions savantes," laissant l'école et s'établissant dans les cités, les villes et les villages, comme médecins, avocats, notaires ou politiques. Nous ne répondrons pas à cette question, mais nous la laisserons à la considération d'autres personnes. Si le savoir donne le pouvoir, la

classe agricole a droit à une sorte de savoir capable de lui donner le pouvoir d'agir pour son plus grand avantage, comme pour celui de toute la société. L'éducation convenable à un négociant, à un avocat ou à un médecin, n'est pas tout ce qui est nécessaire à un agriculteur, ou du moins n'est pas seule celle qui lui convient le mieux. On ne peut pas s'attendre, dans les circonstances actuelles, à ce que les jeunes gens puissent recevoir dans les écoles toute l'instruction qui serait nécessaire, pour en faire de bons agriculteurs, parce qu'il n'y a pas présentement des instituteurs en état de leur donner cette instruction, non plus que des fermes-modèles où ils puissent voir la pratique de l'agriculture en opération, mais il serait facile d'introduire dans toutes les écoles de campagne des livres convenables sur la science et l'art de l'agriculture, pour être lus par les fils des cultivateurs, et leur donner d'avance quelque idée de la profession qui doit être leur état de vie. Ce qui paraît le moins convenable dans le présent système, c'est que toute la tendance de l'éducation de la population rurale est de les rendre propres à toute autre affaire plutôt qu'à celle de l'agriculture. Qu'on parcoure leurs livres d'école et l'on verra que toutes les histoires qui se trouvent dans ces livres, de personnes qui ont acquis de la renommée, des richesses et de la gloire, ont été de tout état, excepté celui de l'agriculture. La lecture que fait l'enfant le porte à préférer l'état ou la profession où il conçoit qu'il lui sera plus aisé d'acquérir des richesses ou des honneurs, qu'en demeurant sur la terre de son père. Il ne trouve jamais dans ses lectures qu'un agriculteur soit devenu un grand général; un amiral ou un homme d'état renommé, ait acquis d'aussi grandes richesses que des marchands ou des manufacturiers, ou soit parvenu aux postes élevés où arrivent souvent les gens de profession. Ce sont là des objets qui lui paraissent mériter qu'il fasse des efforts pour les obtenir, et il méprise en conséquence la profession de cultivateur, qui ne paraît pas lui